

Le pouvoir aux travailleurs

11 FÉVRIER 2007

N° 130

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- POUR QUE LE FORUM SOCIAL NE SOIT PAS UNE DUPERIE CONTRE LES TRAVAILLEURS	2
- NÉGOCIATION DE OUAGA, C'EST DU VENT! AUCUN DES DEUX PROTAGONISTES N'A INTÉRÊT A CE QU'ELLE ABOUTISSE	3 - 4
- JOURNALISTE FRUSTRÉ OU SEULEMENT UN CHANGEMENT DE TACTIQUE POUR UNE NOUVELLE CARRIÈRE?	4 - 5
- QUI SÈME LE VENT... ..	5 - 6
-LE DOUBLE LANGAGE DU PATRONAT	7
-MONSIEUR PROPRE OU PÉTARD MOUILLÉ	8
- NON AU TRAVAIL DES FILLES DE MÉNAGE MINEURES	8 - 9
- LES MUTILATIONS SEXUELLES NE DOIVENT PLUS ÊTRE TOLÉRÉES	9 - 10
- YAMOOUSSOUKRO EN CHANTIER AU MOMENT OÙ LE PAYS TOMBE DANS LE DÉLABREMENT	10 - 11
- ÉLÉVATION DES FACTURES D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ DE L'ÉTAT, QUELLE EN EST LA CAUSE ?	11
- FILTISAC BOUAKE ET ABIDJAN : MÊME COMBAT	12
- LES JOURS DU DICTATEUR LANSANA CONTÉ SONT-ILS COMPTÉS?	13 - 14

E d i t o r i a l

POUR QUE LE "FORUM SOCIAL" NE SOIT PAS UNE DUPERIE
CONTRE LES TRAVAILLEURS.

Suite à la grève des enseignants du primaire qui a été suivie par celle des techniciens et des infirmiers des hôpitaux, lors du premier conseil des ministres du mois de janvier dernier, le Premier ministre avait aussitôt saisi l'occasion pour proposer l'organisation d'un « forum social » qui est prévu pour le 15 février.

Cette réunion servirait à diagnostiquer les problèmes sociaux et leur trouver des solutions. Cette idée n'est pas nouvelle, en 2002 le pouvoir Fpi l'avait déjà proposée. Cela faisait suite aux deux années de *"trêve sociale"* qu'il avait demandée et qui avait été acceptée par les fédérations syndicales. Mais si aujourd'hui le Premier ministre reprend cette formule, ce n'est pas pour apporter une solution aux problèmes des travailleurs. Au contraire c'est pour étouffer tout mouvement éventuel au cas où il y en aurait. Comme il le dit : *"si le gouvernement a été amené à répondre de manière ponctuelle à certaines revendications, pour moi, seule une approche globale pourrait apporter une solution ... et donc ce cadre idéal c'est l'organisation d'un forum social"*.

Ainsi, depuis quelques semaines, pour préparer ce projet, le ministre de la fonction publique organise des rencontres au cours desquelles il prend la température des dirigeants des centrales syndicales. Il a surtout reçu les organisations patronales pour demander leur avis et leur caution. Ensuite, un séminaire va regrouper et le patronat et les organisations des travailleurs pour planifier les choses. C'est seulement au bout de tous ces tralala que leur « *forum social* » à proprement parler va avoir lieu pour décider du sort qu'ils réservent aux travailleurs.

Depuis l'annonce de ce « *forum social* », beaucoup de travailleurs attendent une prise en compte des problèmes qu'ils endurent. Mais on peut déjà deviner aisément à quoi cela va aboutir. Quand on sait que Gbagbo lui-même se montre impuissant face aux patrons. Lors des doléances des travailleurs, le jour du 1^{er} mai 2006 Gbagbo disait : *«Je veux bien augmenter les salaires, surtout des travailleurs de la fonction publique mais il faut que les patrons du privé donnent leur accord»*. En plus de la démagogie politicienne, c'est un aveu d'impuissance qu'il émettait ainsi.

Alors pour que les intérêts des travailleurs puissent être pris en compte, avec ou sans « *forum social* », il est indispensable que ceux-ci montrent leur colère et leur détermination sur les lieux de travail et dans la rue s'il le faut.

NÉGOCIATION DE OUAGA, C'EST DU VENT !
AUCUN DES DEUX PROTAGONISTES N'A INTÉRÔT
A CE QU'ELLE ABOUTISSE!

D'emblée, La question se pose : comment se fait-il que ce conflit, qui oppose Gbagbo à ses opposants, n'a trouvé aucune solution depuis toutes ces années? Peut-on croire que Gbagbo a manqué d' « intelligence », comme le disent des opposants? Peut-on les croire quand ils disent que ce qui a manqué jusque là c'est tout juste un "dialogue direct"? Peut-on sérieusement attendre de la négociation de Ouaga, un aboutissement heureux de ce conflit?

Manifestement, non! Il n'y a pas besoin d'être particulièrement intelligent pour comprendre que si le camp Gbagbo était sincère dans cette démarche, une des premières mesures qu'il aurait prise aurait été par exemple et d'interdire immédiatement que dans les Agoras et autres parlements, ses partisans continuent à propager la haine. De même qu'il aurait dû donner le feu vert aux « audiences foraines » de délivrer immédiatement des cartes d'électeurs à tous ceux qui en demandent.

Le fond du problème, c'est que Gbagbo, Bédié, Ouattara, Soro et bien d'autres, cherchent le pouvoir pour eux-mêmes et pour leur clan. Celui qui tient le pouvoir tient la clé des coffres ! Voilà l'essentiel du problème! Alors, Gbagbo est d'accord pour toute solution où la finalité serait qu'il garde le pouvoir qu'il tient déjà. Quant à ses opposants les plus en vue, pris individuellement, leur souci c'est de prendre sa place !

En 2000, Gbagbo a été élu avec seulement quelques centaines de milliers de voix. Partant de ce fait, son calcul est simple: "moi Gbagbo, si j'autorise la distribution de cartes

d'identité à ces quelques millions de gens normalement bénéficiaires et qui en sont jusque-là privés, quelle garantie j'ai d'être réélu, dans ce cas ? Si quelqu'un me donne cette garantie, je suis prêt à signer avec qui ils veulent !"

En face, Soro, fait aussi son calcul : "moi je n'ai pas été élu. Mais je contrôle la moitié du pays et tout le flux d'argent à l'intérieur. Grâce à ça, je bénéficie aujourd'hui d'une certaine richesse. Mais alors, il faut que je sois bien fou pour sacrifier tout cela. Bien sûr, je suis, moi aussi, disposé à négocier. Mais autant dire que je ne vois vraiment pas qu'est-ce que Gbagbo peut me proposer de mieux que j'ai aujourd'hui, pour que je signe. Sinon, je suis prêt".

Ce genre de calcul, ce n'est pas seulement Gbagbo et Soro qui le font. Ce sont tous les gens, à un niveau ou un autre, qui se trouvent dans toute cette machinerie. Que ce soit, Affi N'Guessan, Mamadou Koulibaly, Simone Gbagbo, Blé Goudé et consort, du côté Gbagbo comme du côté Soro, qui chacun à son niveau, a des intérêts propres à défendre et qui n'ira dans le sens d'un règlement, qu'à la condition d'en tirer profit ou contraint et forcé !

Et ce même problème se pose aussi à d'autres niveaux, à celui des trafiquants de diamants et d'or. La filière café-cacao est ébloussée par cent scandales dans lesquels sont impliqués des clans qui fonctionnent comme des mafias. Les hommes qui s'affrontent au sommet, souvent, parrainent plus ou moins tel clan plutôt que tel autre. Les grandes puissances sont porteuses des

intérêts de tel groupe capitaliste. Dans ce concert, tout ce monde joue sa propre partition.

Les travailleurs ne doivent pas prendre pour argent comptant les paroles de tous ces gens qui parlent au nom du "peuple". C'est le dernier intérêt qui entre en considération dans leurs petits calculs. Celui d'entre eux qui prétend le contraire est un menteur! Et pour cause! Ici ou ailleurs, qui est-ce qui souffre et qui endure cette situation

sinon, justement, ce peuple qu'ils prétendent tous défendre?

Comme il n'existe pas de solution qui satisfasse tout ce monde, c'est finalement les rapports de forces qui décident les événements.

Les populations pauvres, quelle que soit leur origine ethnique ou nationale, ne doivent donner aucune caution à tous ces dirigeants qui sont leurs ennemis communs.

JOURNALISTE FRUSTRÉ OU SEULEMENT UN CHANGEMENT DE TACTIQUE POUR UNE NOUVELLE CARRIÈRE?

Vénance Konan est un journaliste qui a servi longtemps dans le quotidien *fraternité matin*. Il vient de rendre sa démission pour selon lui "assumer ses convictions". Est-ce vraiment pour cela ou par désespoir de n'avoir pas obtenu le fauteuil de DG qu'il a longtemps lorgné? Dans tous les cas, ce journaliste depuis un moment n'était plus en odeur de sainteté avec la nouvelle direction mise en place par les responsables du régime.

Toujours est-il que Vénance Konan après sa démission a accordé une interview au quotidien 24 heures dans laquelle il dégage les causes de la crise ivoirienne. Ce journaliste "identitaire" dans ses analyses reste toujours égal à lui-même. Pour un rappel, Vénance Konan est l'un de ceux dont la plume a largement contribué à inoculer le venin de "l'ivoirité" à l'époque de Bédié, qui par la suite a ouvert la voie aux dérapages ethniques. Quand Bédié, pour écarter Alassane, a créé son poison appelé "ivoirité", Vénance Konan, faisait partie de ces intellectuels qui se faisaient les chantres et les défenseurs

farouches de ce concept anti-étrangers. Combien de pauvres gens ont perdu leur vie dans cette histoire? Peut être des milliers. Les étrangers étaient traqués, humiliés, dépouillés et souvent assassinés. Dans ses écrits, à cette époque, aucune dénonciation et aucun mot de compassion ne paraissent. Bien au contraire il justifiait les atrocités des assassins. En réaction à ces écrits, un collectif burkinabé avait même porté une plainte contre lui.

Aujourd'hui, il est vrai qu'il n'a pas la langue de bois vis-à-vis du régime de Gbagbo. Il dénonce les injustices par-ci, les assassinats par-là, les détournements de deniers publics, la corruption, mais rien ne prouve qu'il ait changé, qu'il ait abandonné ses idées xénophobes et tribalistes. D'ailleurs, il suffit de lire l'interview en question. Aucun regret, aucune autocritique sur son attitude passée. Il se contente de dire simplement "les ivoiriens doivent se parler", les ivoiriens doivent faire ceci et cela. Et les non ivoiriens? La crise ne concerne pas seulement les ivoiriens, mais tous ceux qui vivent dans ce pays.

Vénance Konan se moque sans doute de tous ceux qui ne rentrent pas dans ce critère. Mais notre journaliste démissionnaire étant marqué par cette manière de raisonner, ne ménage aucun effort pour faire connaître cette conviction qu'il prétend défendre.

Par ailleurs il affirme que « le peuple est devenu médiocre (...) qu'il dégage des leaders médiocres, une armée médiocre, une presse médiocre (...) un pouvoir médiocre, une opposition médiocre etc. » On serait tenté de dire qu'à son niveau Vénance Konan y a contribué.

Plus loin il se dit déçu que Gbagbo n'ait pas tenu sa promesse de "faire pleuvoir un déluge de feu sur la tête de quiconque attaquerait la Côte d'Ivoire". Souhaiterait-il une telle chose

contre les zones occupées par les Forces Nouvelles? C'est révélateur de ses sentiments actuels même s'il lance quelques flèches contre la presse qui selon lui « a toujours la culture de la haine et de la violence ».

Si Vénance Konan n'apparaît pas aujourd'hui comme celui qui n'est pas le pire parmi les intellectuels et plumitifs actuels, il l'a bien été durant la période Bédié. Et c'est à se demander si ce changement n'est pas seulement le fait qu'il a choisi aujourd'hui d'appartenir à ce groupe d'intellectuels qui misent sur une nouvelle période sans Bédié ni Gbagbo et qui se positionnent dans le cas d'une nouvelle donne politique dans ce pays.

QUI SÈME LE VENT

Les 3 000 jeunes recrutés au lendemain du déclenchement de la crise armée du 19 septembre 2002, appelés aussi "soldats Blé Goudé" ont entamé un mouvement de protestation qui dure depuis plusieurs jours. A Bouaflé, Zuénoula, Gohitafla, Yamoussoukro et Abengourou, ces recrues ont paralysé les villes en tirant des coups de feu en l'air à l'aide de leurs Kalachnikovs. Ils réclament la prime "Haut les Coeurs" et une solde régulière, l'accès aux concours militaires et paramilitaires, la prise en charge des veuves en cas de décès aux combats. Ils réclament surtout leur intégration dans l'armée. Cette revendication n'est pas nouvelle puisqu'il y a onze mois, une délégation l'avait formulée au Chef de l'Etat. Celui-ci avait promis de caser certains jeunes dans les corps de police, de

gendarmerie, des douanes, des eaux et forêts, etc. C'était sans doute une manière pour lui de gagner du temps sans régler le problème.

En cette période de dialogue direct entre Gbagbo et Soro, ces soldats craignent sans doute d'être les laissés-pour-compte dans le cadre d'une éventuelle mise en application du programme DDR (Démobilisation, Désarmement, Réinsertion). En effet, ils ne sont pas reconnus comme militaires mais comme milice armée du régime de Gbagbo.

Par ailleurs, les cadres de la hiérarchie militaire qui s'étaient empressés dans un premier temps de leur donner un uniforme et surtout des fusils et de les envoyer au front, vers la zone de confiance, ne veulent plus d'eux

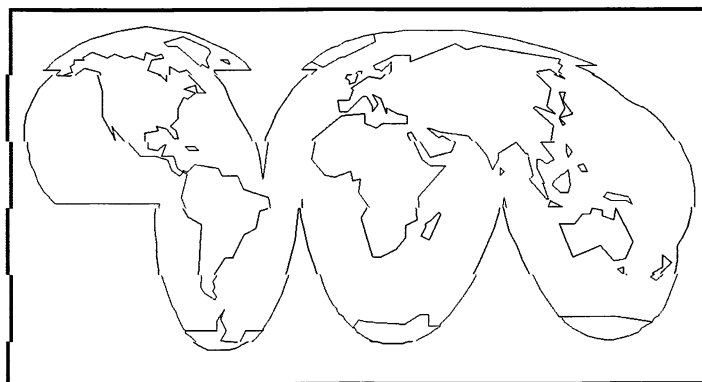
au sein de l'armée. Un gradé s'exprimait en ces termes dans le journal "24 heures": "Les recrutements se sont faits sur des bases purement ethnistes. On ne construit pas une nouvelle armée sur ces bases. Et puis il y a une chose [...] c'est qu'ils sont trop indisciplinés. Ils n'ont aucun respect du chef et de la hiérarchie [...], nous ne pouvons pas faire l'armée avec ces gens là". Les porte-paroles de ces jeunes recrues ont indiqué qu'il n'était pas question pour eux de retourner à la vie civile.

Mangou Philippe, chef d'Etat Major des Armées s'est dépêché d'aller en hélicoptère dans les casernes, à leur rencontre avec des sacs de billets de banque, pour désamorcer la crise. Il leur aurait promis d'en référer à Gbagbo et

de leur donner une réponse dans une dizaine de jours.

Pour le moment, ces jeunes soldats ont des arguments et surtout leurs kalachnikovs. Ils restent groupés entre eux. En tirant des rafales en l'air dans les rues des villes, ils font comprendre aux hommes du pouvoir et à la hiérarchie militaire qu'ils ne sont pas prêts à se laisser démobiliser et à retourner dans la galère et le désœuvrement. Le pouvoir risque de payer au prix fort sa politique ethniste à courte vue qui a consisté à enrôler des jeunes "sudistes" sur la base de leur hostilité à l'égard des Dioula. A vouloir jouer avec l'ethnisme et armer les gens sur cette base, Gbagbo s'est mis lui-même dans une situation difficile vis-à-vis de ses propres partisans.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LE DOUBLE LANGAGE DU PATRONAT

Dans le quotidien "Notre Voie" du 6 février dernier on pouvait lire le bilan des entreprises économiques par secteur d'activité. Les chiffres d'affaires montrent que l'économie se porte bien malgré la crise, tout au moins du côté des patrons. D'autres journaux ont écrit dans le même sens suite à un bilan paru dans une publication de la chambre patronale.

Citons quelques unes de ces entreprises. Dans l'industrie chimique et l'industrie lourde, SOTACI occupe la première place avec plus d'une cinquantaine de milliards de francs de chiffre d'affaires. Mais comment sont traités les travailleurs de cette entreprise ? En ont-ils bénéficié pour améliorer leurs conditions de vie ? Pas du tout. Tous les ouvriers ont du mal à joindre les deux bouts. La plupart marchent pour se rendre au travail et dorment dans les maisons en bois non loin de la zone industrielle de Yopougon. Prenons le cas de la "Nouvelle parfumerie Gandhour" qui a réalisé aussi un important chiffre d'affaires atteignant plus d'une trentaine de milliards. La majorité des travailleurs de cette entreprise n'est pas embauchée. Ils vivent dans la précarité. La plupart ne sont pas sûrs d'avoir le même boulot le lendemain. C'est le cas des travailleurs qui triment dans cette boîte sans pouvoir être embauchés. Fittisac est aussi parmi les entreprises primées. Les travailleurs

de cette entreprise sont exploités de façon féroce. Le rythme des cadences ne cesse d'augmenter. Dans l'ensemble, les travailleurs sont très mal rémunérés. Leur situation, comme celle de leurs collègues des zones industrielles de Yopougon ou de Vridi, se dégrade de jour en jour. La majorité n'arrive même pas à faire face aux différentes charges familiales et sont souvent obligés de s'endetter auprès des escrocs appelés « margouillats ».

Les patrons ont toujours chanté aux travailleurs que la crise a freiné toutes leurs activités et que rien ne va. Mais c'est un mensonge pour leur faire accepter les bas salaires et les mauvaises conditions de travail.

La majorité des travailleurs continue de supporter cette situation. Les patrons et les gouvernants ont tellement fait croire qu'avec la crise il ne faut pas mettre « l'économie en péril » que beaucoup ont patienté même si c'est avec la rage au coeur. Eh bien le moment est peut-être venu pour que les travailleurs les plus conscients, qu'ils soient syndiqués ou non syndiqués, se concertent, pour voir ensemble comment faire pour que les retombées de cette embellie économique dont font état les patrons bénéficie à tous. Il faut que la peur change de camp.

L E U R S O C I E T E

MONSIEUR PROPRE OU PÉTARD MOUILLE ?

Selon *Fraternité* matin du 7 février, le ministre de la sécurité a tenu une conférence au cours de laquelle il affirme avoir découvert que des agents de police ont été recrutés sans même avoir les diplômes requis. Il a donc décidé "d'assainir" les services qui dépendent de lui. Bon courage! Il y a de quoi à faire dans ce domaine. On peut même dire que c'est toute l'administration qui est corrompue de la tête aux pieds.

Pour se présenter à un concours dans la police, il est de notoriété

publique qu'il faut payer des dessous de table se chiffrant entre 750.000 à 1.500.000 francs. Les autres cabinets ministériels trempent dans cette même combine. Ce ministre constate que ses propres services sont gangrenés par ce mal et veut les "assainir".

Eh bien donc acte. Qu'il mette ses paroles en application et qu'il ne s'arrête pas à l'effet d'annonce car des politiciens bavards de ce genre ne manquent pas et il n'y a pas besoin de diplôme pour ça !

NON AU TRAVAIL DES FILLES DE MÉNAGE MINEURES!

Récemment, la Télévision ivoirienne a consacré une émission sur les filles de ménage appelées "bonnes" ou "servantes". Elles ont entre 8 ans et plus de 30 ans. Les plus jeunes sont souvent payées à 8 000 voire 5 000frs par mois et même moins à l'intérieur du pays. A Abidjan, elles sont obligées de travailler pour 10 000 frs pour les plus "chanceuses". Elles triment comme des bêtes de somme du matin au soir. Elles sont quelques fois arbitrairement, pour des brouilles, délestées d'une partie de leur dû selon les fantaisies de leurs patrons.

Victimes aussi d'harcèlement sexuel, elles sont jetées à la rue, enceintes.

Cette émission a permis à certaines d'entre elles de raconter leur

calvaire dans certains foyers. Les petites "bonnes", victimes de sévices corporels sont nombreuses et les recours souvent hors de leurs possibilités. Certaines sont parfois brûlées à l'eau chaude par leurs maîtres. Leurs parents, la plupart du temps des villageois très pauvres n'ont pas assez d'argent pour payer un avocat et s'offrir un procès. Ils sont obligés de se taire. L'une d'entre elles a pu traduire son employeur devant la justice. Ainsi, le 2 mars prochain, un jugement est attendu pour le procès de ce médecin qui a battu sa fille de ménage. Cela a occasionné une incapacité de travail de 15 jours pour la fille. Aura-t-elle gain de cause? Rien n'est moins sûr dans ce pays où la justice est souvent du côté des riches et des puissants.

L E U R S O C I E T E

Malheureusement, elles sont nombreuses, celles qui n'auront pas la chance de faire connaître leurs souffrances et les mauvais traitements qu'elles subissent.

Mais toute cette brochette de personnalités (journalistes, avocats et autres) qui ont participé à cette émission se donnaient une bonne conscience en disant qu'en général ces filles étaient soit disant "bien traitées dans notre pays" en citant leur propre cas. Personne ne relevait que ces gamines parfois à peine adolescentes ne doivent pas être utilisées à accomplir des travaux domestiques. Tous se taisaient sur le fait que le travail des enfants est interdit par une charte internationale que la Côte d'Ivoire a ratifiée.

Pourtant ces fillettes sont souvent acheminées en groupes par des personnes qui les placent dans des familles.

Les maisons de placement des filles de ménage pullulent dans tous les quartiers. De plus en plus de filles basculent dans cette situation. La pauvreté est à la base de ce phénomène. Des villageois à cause de la misère laissent venir leurs filles en ville pour gagner un peu d'argent. Même en ville, l'extrême misère, les conditions économiques difficiles poussent de nombreuses familles à laisser travailler leurs enfants de plus en plus jeunes.

Les privilégiés de toutes sortes profitent de cette situation pour employer ces filles payées beaucoup moins cher que des adultes.

Néanmoins, cette émission a permis à certaines filles de ménage de s'exprimer et lever un coin de voile sur ces pratiques qui se développent de plus en plus dans ce pays.

LES MUTILATIONS SEXUELLES NE DOIVENT PLUS ETRE TOLÉRÉES!

Dans la sous-préfecture de Gbapleu située dans la région de Duékoué, 192 femmes ont accepté de ne plus pratiquer de mutilations génitales féminines ou excisions.

Une cérémonie de "dépôt collectif de couteaux" a été organisée à l'initiative de l'ONG Odafem (Organisation pour le développement des activités des femmes).

L'excision se pratique dans les régions du Nord et de l'Ouest. Pratiquée dans des conditions dangereuses, elle peut provoquer des infections de toutes

sortes dont le SIDA, des hémorragies mortelles.

Cette pratique rétrograde n'a aucun fondement sinon celui d'être imposée par une société qui méprise la femme, qui la relègue au rang de citoyenne de 2^{ème} zone. Elle consiste à charcuter des filles pour leur enlever les organes susceptibles de leur procurer un plaisir pendant l'acte sexuel. Cela garantissait, une fois qu'elles seront adultes, aux yeux de leurs maris une certaine fidélité. L'excision qui est une pratique d'un autre âge doit être combattue.

L E U R S O C I E T E

Amener des exciseuses à arrêter de faire des mutilations est un premier pas. Les ONG qui le leur font franchir ont un certain mérite. Mais ce n'est pas suffisant. Ce sont les parents qu'il faut sensibiliser car tant qu'il y aura des familles qui voudront mutiler leurs filles, il se trouvera toujours des exciseuses attirées par l'appât du gain.

Et pour toucher toutes ces régions, des campagnes d'envergure dont seul l'Etat a les moyens sont nécessaires. Mais cela ne l'intéresse pas. Même si, pour se donner hypocritement bonne conscience, l'Etat a prévu des peines d'emprisonnement allant de 1 à 5 ans accompagnées d'amendes de 360 000 à 2 000 000 de frs. Des peines de 5 à 20 ans de prison peuvent être appliquées lorsque la victime décède. C'est ce que prévoit la loi du 23 décembre 1998. Mais personne n'a jamais été inquiété. Il y a

une tolérance criminelle des autorités qui ne dit pas son nom. Comme exemple, il y a environ 3 mois, ont eu lieu à Biankouma, des festivités où des familles fêtaient leurs filles excisées. L'événement a même fait l'objet d'un reportage dans le journal gouvernemental *Fraternité-Matin*. Il n'y avait pas besoin d'enquêtes pour connaître et empêcher d'agir ces coupables et leurs complices.

La plupart du temps, les autorités et les journalistes qui couvrent les cérémonies de festivités liées à ces pratiques s'accommodent bien de ce qu'ils appellent la "tradition". Ces gens-là sont incapables de moderniser un tant soit peu la société, de la débarrasser des pratiques datant des périodes très lointaines. Un peu plus et ils vont tolérer au nom de la "tradition", le retour aux sacrifices humains.

YAMOUSSOUKRO EN CHANTIER AU MOMENT OÙ LE PAYS TOMBE DANS LE DÉLABREMENT

Laurent Gbagbo s'est lancé dans une politique de grandes réalisations. Il veut poursuivre le transfert de la capitale politique du pays à Yamoussoukro. C'est dans cette optique qu'il a déjà fait sortir de sol un palais des députés à coup de milliards. Suite à cela, c'est la Présidence et un Sénat qui sont en chantier. Il faut noter qu'il n'existe pas de sénateurs en Côte d'Ivoire et même que la constitution ne prévoit aucune disposition pour ça. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces réalisations ne sont pas de grande utilité publique.

Actuellement, est-ce que c'est ce qu'il y a de mieux à faire? Les écoles primaires, les collèges et les lycées du pays sont bondés de sorte que l'Etat est obligé d'orienter les élèves dans les écoles privées. Pour la majorité des jeunes, diplômés ou pas, trouver même un premier emploi n'est pas du tout évident. Les enfants des familles en difficulté sont obligés d'aller se faire placer comme filles de ménage au moment où elles devraient encore être à l'école. L'état des routes est plus que déplorable. Les hôpitaux sont tellement

L E U R S O C I E T E

dégradés et mal approvisionnés en matériels et médicaments que lorsque des malades y entrent, surtout s'ils manquent de moyen, ils peuvent en sortir encore plus malades. Malheureusement beaucoup y laissent

la vie même pour des maladies bénignes.

Mais toute cette misère ambiante et visible à l'œil nu, la détresse humaine qui s'étale au vu et au su de tous, ne semblent pas empêcher Gbagbo de s'engager dans des œuvres de prestige.

ÉLÉVATION DES FACTURES D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ DE L'ETAT, QUELLE EN EST LA CAUSE?

L'Etat de Côte d'Ivoire vient de mettre sur pieds *"une brigade de contrôle des abonnements et du patrimoine"*. Cette brigade, composée d'une trentaine de membres, doit avoir pour mission de traquer le gaspillage d'eau et d'électricité dans les services de l'Etat. Elle doit aussi rechercher les biens d'équipements volés, les voitures de service utilisées à des fins personnelles etc.

Cette décision fait suite à un audit qui a révélé que l'Etat de Côte d'Ivoire payait 10 milliards au lieu de 4 milliards par an en facture d'eau. On voudrait faire porter la responsabilité de cet écart aux petites gens qui utilisent des installations de l'Etat. Le gaspillage et les branchements parallèles ne peuvent occuper qu'une part négligeable des factures. Comme le montre l'audit lui-même, la vétusté des installations est pour beaucoup dans cette élévation des factures.

On sait l'état de dégradation des

installations d'eau et d'électricité dans les bâtiments de l'Etat. Il n'y a qu'à voir dans les tours administratives, les écoles publiques, les cités universitaires, etc... On se rend compte qu'il n'y a aucun suivi ni d'entretien. Les conduites d'eau fuient de partout et les installations électriques sont vétustes. Dans ces conditions les factures ne peuvent que grimper. Et ça, les autorités le savent très bien. Pour ce qui est des détournements des biens d'équipements et l'utilisation des voitures d'Etat à des fins personnelles, c'est aux ministres et autres hauts placés de l'administration qu'il faut s'adresser. Ceux-là ne peuvent être inquiétés. Au mieux ils laisseront quelques os à ronger à la brigade.

Comme quoi la campagne autour de la brigade de contrôle, n'est qu'une fuite en avant pour faire semblant de faire quelque chose. Elle montre seulement que les autorités ne veulent pas engager des dépenses nécessaires pour la remise en état des installations.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC BOUAKÉ ET ABIDJAN: MÊME COMBAT

Les travailleurs de FIBAKO IVOIREMBAL de Bouaké, dont la maison mère est FILTISAC, sont allés se plaindre aux autorités des Forces Nouvelles. Ils dénoncent certaines *injustices de leur direction à leur égard.*

Pour un même travail, un ouvrier d'Abidjan touche 90 000f (ce qui est un salaire de misère) alors que celui de Bouaké ne perçoit que 45 000f.

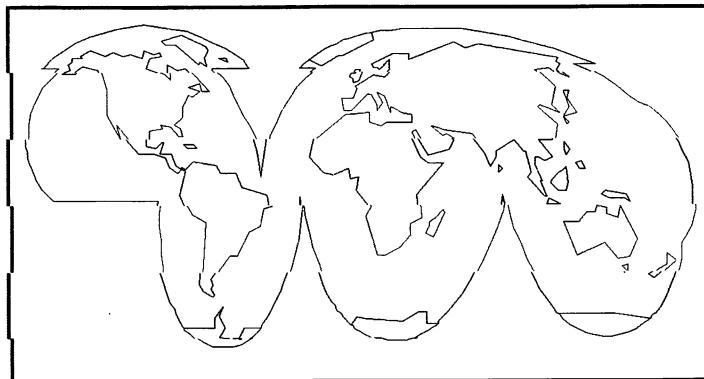
Ensuite, Filtisac leur avait promis des primes pour retourner à Bouaké et dont ils ne voient pas la couleur.

Enfin depuis sept ans, leurs salaires n'ont connu aucune augmentation. Qu'est ce qui justifie ces *deux poids deux mesures?* Filtisac ne vend-il pas au même prix les sacs fabriqués à Bouaké et à Abidjan? Bien sûr que si. Mais comme tout exploiteur, tout est bon pour faire du profit. Filtisac profite de la détresse des travailleurs de

FIBAKO à cause de la guerre pour leur imposer des bas salaires. Ceux d'Abidjan ne sont pas mieux lotis. Le coût de la vie est élevé. Le travailleur est chanceux si à la fin du mois, il se retrouve avec 20 000 frs après avoir retranché les acomptes et les remboursements de prêts. Le chômage et la misère ambiante font que le travailleur est sous pression. Et les patrons en profitent pour augmenter les cadences, pour faire faire le boulot de 2 ou 3 personnes à une seule personne.

Cette situation est intenable. Si aujourd'hui, les patrons se sentent en position de force, qu'ils font d'énormes bénéfices sur le dos des ouvriers. Il ne faudrait pas qu'ils tirent trop sur le fil car à trop tirer, il peut finir par casser quelque part.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

GUINÉE : LES JOURS DU DICTATEUR LANSANA CONTÉ SONT ILS COMPTÉS ?

A l'annonce de la nomination du Premier ministre de la Guinée, Eugène Camara, la population mécontente a manifesté spontanément à Conakry et dans les grandes villes du pays. Les manifestants se sont attaqués à tous ce qui pouvaient symboliser à leurs yeux le pouvoir central et sa dictature. En particulier ce sont les commissariats de police, les bâtiments publics qui ont été saccagés par les manifestants. Au cours de l'affrontement du 10 février avec les forces de l'ordre il y a eu au moins douze morts d'après les chiffres officiels.

La grève générale déclenchée le 10 janvier par la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (UNTG) et l'Union syndicale des travailleurs de Guinée (USTG) a duré 18 jours. Les syndicats réclamaient la fin de la corruption, la diminution des prix des denrées alimentaires et la nomination d'un Premier ministre « de consensus », pas lié au dictateur. Celui-ci a essayé de briser la grève. Des dirigeants syndicaux ont été arrêtés et emprisonnés. Ils les a relâché aussitôt, tellement le mécontentement grondait dans tout le pays. Cette grève a paralysé tout le pays. La répression a fait quand même une soixantaine de morts et des centaines de blessés.

Enfin le régime a été forcé de faire de vagues promesses comme la diminution de quelques prix de denrées alimentaires et la nomination d'un nouveau Premier ministre. Les syndicats se sont contentés des promesses de ce dictateur pour annoncer la fin de la grève générale. Comme Lansana Conté, malade et presque impotent ne se pressait pas à nommer un Premier ministre, les dirigeants syndicaux ont figure d'homme nouveau.

menacé de déclencher de nouveau la grève générale si le Premier ministre n'était pas désigné avant le 12 février. Il faut croire qu'ils ont senti que la révolte gronde et se fait jour au sein de la population, et surtout parmi la jeunesse estudiantine.

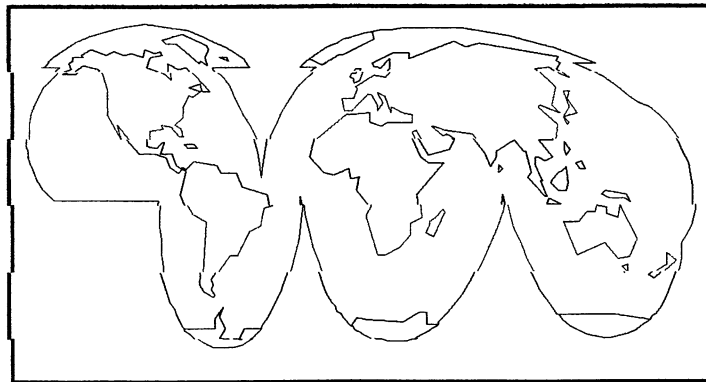
Enfin Lansana Conté a procédé à la nomination d'Eugène Camara le 9 février. Cet homme est connu comme étant un proche du dictateur. C'est son ministre des « Affaires présidentielles ». Cette nomination a été ressentie, à juste titre, comme une provocation. Le soir même de l'annonce faite à la télévision, la population a réagi violemment. Des barricades commençaient à être dressées dès la nuit tombée. Le lendemain, la population est descendue dans les rues pour réclamer cette fois-ci le départ du dictateur Lansana Conté. Les dirigeants syndicaux et les partis d'opposition se sont sentis ragailardis par cette radicalisation qu'ils ne voulaient pas spécialement. Ils se sont donc mis à la remorque de la jeunesse dans la rue en se mettant eux aussi à réclamer le départ du dictateur. Jusqu'ici celui-ci se cramponne au pouvoir. Mais pour combien de temps encore? Il semble toujours avoir le soutien de l'armée. Mais si cette crise dure plus longtemps, elle risque d'avoir des répercussions sur les activités économiques des trusts qui pillent les richesses du pays. Il n'est pas impossible que les dirigeants de ces trusts comme ceux des grandes puissances qui soutiennent jusqu'ici le dictateur guinéen finissent par le lâcher pour sauver leurs profits. Ils trouveront certainement un remplaçant pour faire

Ce qui est sûr c'est que quel que soit le remplaçant du dictateur actuel,

choisi par les grandes puissances ou par l'armée, cela ne résoudra aucunement les profondes aspirations de la population laborieuse. Car les causes profondes de la révolte actuelle de la population sont tout d'abord la situation catastrophique dans laquelle elle vit. Même ceux qui ont la chance d'avoir un petit emploi ne peuvent plus vivre de leurs maigres salaires. Il y a une flambée des prix des denrées et des transports. Les salaires des petits employés ne suffisent plus depuis des années à joindre les deux bouts. Pourtant la Guinée est un des pays où les richesses minières sont colossales. -

Le pays regorge des minerais de bauxite, d'or et de fer. Les sociétés capitalistes sont là pour en exploiter. Elles en laissent des miettes pour les hommes au pouvoir et la population n'en voit pas la couleur. La Guinée fait partie des pays les plus pauvres du monde. La population est fatiguée de souffrir. Elle est en colère contre la corruption qui gangrène l'Etat à tous les échelons. La dictature de Lansana Conté ne parvient plus à faire taire la contestation. Il est peut-être en train de vivre la même situation que le dictateur malien Moussa Traoré en 1991, juste avant son

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.